

Sarkozy : « ... pas responsable et pas honnête... »

Tel était le leitmotiv du discours du président Sarkozy mardi soir, à Saint Quentin.

Mais qui est « *pas responsable et pas honnête* » ? Assurément, celles et ceux qui veulent nous faire croire qu'il suffit de ne rien changer à la politique menée, de continuer à favoriser les plus riches et à exploiter les salarié-e-s, les chômeurs/ses, les retraité-e-s, les jeunes.

Sarkozy et ses ministres essaient de nous amuser en faisant mine de découvrir chaque matin que tel PDG se met des stocks options plein les poches, que tel patron s'offre un parachute doré de plusieurs millions d'euros ... tous, après avoir bloqué les salaires, licencié, et pris l'argent public de « la relance ».

Ils nous racontent qu'il existerait un capitalisme moral : mais une société où chacun-e aurait selon ses besoins, en participant à la production collective des richesses, c'est le contraire du capitalisme !

Arrêtons l'hypocrisie : **continuer à refiler des centaines de milliards d'euros aux banquiers, aux patrons, aux rentiers les plus riches, c'est choisir de sauver ce système économique et politique totalement injuste, c'est choisir de nous faire payer la crise.** C'est logique que MEDEF et gouvernement défendent cette solution, car là est leur intérêt, et il est contraire à celui des millions de salarié-e-s, de chômeurs/ses, de retraité-e-s, de jeunes. Il faut limiter la rémunération des dirigeants, interdire les bonus et stock-options. Un statut du salarié-e doit assurer à chacun-e les garanties sociales durant toute la vie professionnelle.

Imposons un autre partage des richesses !

L'union syndicale Solidaires met quatre points en avant :

- **Arrêt des licenciements, indemnisation à 100% du chômage partiel**, car les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise alors que les entreprises accumulent les profits.
- **Augmentation générale des salaires, des pensions, du SMIC et des minima sociaux**, parce que les salarié-e-s n'ont pas à payer la crise, alors que patronat et actionnaires engrangent toujours dividendes et rémunérations exorbitantes.
- **Des moyens supplémentaires, l'arrêt des suppressions d'emploi et de nouvelles orientations pour les services publics**, pour que les droits fondamentaux soient accessibles à toute la population : emploi, santé, éducation, transport, communication,...
- **En finir avec la fiscalité qui favorise les riches** : suppression du bouclier fiscal, du paquet fiscal, de la défiscalisation des heures supplémentaires, et abaissement de la TVA sur les produits de première nécessité.

Oui, on peut gagner !

Le 29 janvier, le 19 mars, mais aussi de très nombreuses grèves locales et sectorielles montrent qu'il y a une volonté de lutter ensemble. Comme lors de l'intersyndicale du 20 mars, l'Union syndicale Solidaires affirme :

- La hauteur de la mobilisation, l'absence de réponse du gouvernement, les enjeux posés, donnent la responsabilité à l'intersyndicale de proposer de nouvelles perspectives interprofessionnelles nationales très rapidement.
- La question de la construction d'une grève générale interprofessionnelle doit être posée.
- Même si Solidaires est d'accord avec les différentes propositions d'action mises en avant (mobilisations le 28 mars autour du G20, journée nationale des bassins d'emplois, 1^{er} mai unitaire dans le cadre de la plate-forme intersyndicale,...), ce n'est pas suffisant.
- L'unité syndicale dans l'action reste un élément déterminant.

Travaillons à la convergence des luttes. Cela sera possible à travers un travail unitaire au niveau national bien sûr, au niveau des départements, mais surtout dans les entreprises et les communes. Déjà, des équipes syndicales dynamiques échangent, se confrontent parfois car nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais font vivre le syndicalisme là où il se fait, à la base ! Amplifions ces initiatives de base pour répondre à l'attente d'actions rapides et à la construction de la grève générale.